

[Français]

L'AGRICULTURE

LA NOUVELLE POLITIQUE LAITIÈRE DU GOUVERNEMENT

Mme Lise Bourgault (Argenteuil-Papineau): Monsieur le Président, il y a deux semaines, le ministre de l'Agriculture (M. Wise) a annoncé la nouvelle politique laitière à long terme de notre parti, laquelle sera renouvelée pour cinq ans, incluant le maintien des subsides.

Les producteurs laitiers de ma circonscription sont très heureux de cette initiative de notre gouvernement qui, par ce geste, s'engage formellement envers ce secteur vital de notre économie; cette politique contribue aussi à relancer le domaine de l'agriculture auprès des expropriés de Mirabel. Les producteurs laitiers canadiens n'ont pas oublié les coupures unilatérales des quotas, coupures effectuées par nos prédécesseurs et qui ont ruiné plusieurs jeunes entreprises laitières.

Je veux aujourd'hui rappeler que la politique laitière a été le fruit de la concertation entre les agriculteurs et les divers intervenants agricoles et que, sans ce consensus et cette volonté de réglementer leur production, aucune politique laitière n'eût été possible.

Cette volonté des agriculteurs et leur sens du bien commun méritent toute notre admiration, car on a su traverser quinze ans de régime libéral, toute une épreuve, monsieur le Président, pour une industrie contingentée comme l'industrie laitière au Canada.

* * *

● (1405)

[Traduction]

L'ADMINISTRATION

ON EXIGE LA DÉMISSION DU VICE-PREMIER MINISTRE

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, selon la tradition consacrée par l'usage au Parlement les députés doivent se sentir entièrement libres d'exprimer leur point de vue devant leur caucus sans craindre que leurs propos ne soient interceptés par un autre parti politique. En violant cette tradition le vice-premier ministre (M. Nielsen) nous porte à nous demander s'il est apte à jouer le double rôle de vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale. Imaginez un peu ce que nos alliés pensent en ce moment au sujet de l'interception éventuelle qui pourrait se produire en matière de sécurité nationale et internationale.

Que doit penser la nation d'un homme qui s'est adonné accidentellement à de l'espionnage systématique chaque mercredi pendant cinq mois? Que doit penser la nation d'un premier ministre (M. Mulroney) qui a renvoyé un ministre de la Défense pour s'être rendu dans un bar, mais qui refuse de faire quoi que ce soit quand un autre de ses ministres fait fi de la moralité propre aux hommes publics?

Si le premier ministre envisage vraiment avec sérieux sa fonction de dirigeant du pays, il n'a pas le choix. Il doit exiger la démission du vice-premier ministre, faute de quoi il se rendra complice des tactiques insidieuses à la Watergate qu'a le mieux incarnées le député de . . .

Article 22 du Règlement

M. le Président: A l'ordre. La députée sait ce que prescrit le Règlement au sujet des observations. Le député de Windsor-Walkerville.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

HAÏTI—ON DEMANDE LA SUSPENSION DE L'AIDE ACCORDÉE PAR LE CANADA

M. Howard McCurdy (Windsor-Walkerville): Monsieur le Président, les Canadiens ont été horrifiés par les nouvelles du massacre qui a eu lieu en fin de semaine, à Haïti. De 50 à 100 personnes auraient été tuées et beaucoup d'autres blessées au cours de manifestations contre le gouvernement. Un grand nombre de Canadiens seraient encore plus consternés s'ils savaient que l'argent de leurs impôts aide le régime pourri de Jean-Claude Duvalier à se maintenir au pouvoir.

Sous Bébé Doc et son père, la famille Duvalier tyrannise Haïti depuis 30 ans. L'aide canadienne des dix dernières années s'est élevée à quelque 87 millions de dollars, dont 8 millions au cours de l'année financière de 1984-1985. Avec quel résultat? La situation du peuple haïtien est pire que jamais. Le mouvement des réfugiés vers notre pays et d'autres est incessant.

Bébé Doc Duvalier, dont le régime est un cancer dans la région des Antilles, n'a manifestement aucune intention d'améliorer le sort désespéré de son peuple. Tant que nous ne verrons pas une volonté de respecter les droits de la personne et la démocratie en Haïti, le Canada doit suspendre toute aide extérieure sauf dans les cas d'extrême urgence. Ma requête est reprise par le groupe d'Haïtiens établis au Canada. Cessons immédiatement d'encourager la tyrannie en Haïti.

* * *

EXPO 86

LES PROGRAMMES ET LES CÉRÉMONIES

M. Ted Schellenberg (Nanaimo-Alberni): Monsieur le Président, je sais que la Chambre ne s'arrête guère aux bonnes nouvelles, mais si vous le permettez, j'aimerais renseigner brièvement les députés au sujet d'Expo 86 qui a lieu cette année dans ma province.

La publicité télévisée, les dépliants, les brochures et les affiches ne sauraient vous donner une idée de l'exaltation que suscite cet événement qui doit avoir lieu à Vancouver du mois de mai au mois d'octobre.

Même les prophètes de malheur sont étonnés du succès qu'Expo 86 remporte déjà. Toutes les concessions ont été accordées. Chose inouïe, huit millions d'entrées sont vendues trois mois avant l'inauguration de l'exposition.

Dans l'île de Vancouver, Expo 86 ouvrira ses portes le 1^{er} mai, à l'occasion de la visite à Victoria et à Nanaimo du prince Charles et de la princesse Diana. Ensemble, Expo 86 et les manifestations dans l'île de Vancouver devraient constituer l'événement international le plus considérable à avoir lieu sur notre continent d'ici la fin du siècle.